



Direction générale de la cohésion sociale  
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 7 novembre 2017

## A la une

Véritable **levier de mobilisation** pour la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes, consacrée « Grande cause nationale » et priorité du gouvernement pour la durée du quinquennat, le **Tour de France de l'Égalité** prend de l'ampleur. Tous les ministères sont associés à cette mobilisation déclinée en priorités thématiques annuelles et, conformément à la feuille de route du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, « *il convient d'assurer l'effectivité des droits dans les faits, en agissant à la source de toutes les formes d'inégalités et de violences sanctionnées par la loi* ». C'est pour démultiplier les façons d'atteindre cet objectif que le **Tour de France de l'Égalité** a été lancé. Retrouvez sur notre site les dernières initiatives : « [Formation au harcèlement sexiste dans les transports, Brest Métropole](#) » ; « [Womenability, un projet pour rendre les villes plus égalitaires](#) » ; et « [Les chantiers d'insertion « Équipes vertes » : plus de parité en matière d'insertion professionnelle](#) » ; ainsi que [la carte des ateliers départementaux](#), coordonnés par les **directrices régionales aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes**, pour donner l'opportunité à chaque citoyen-ne de s'exprimer sur la manière dont il ou elle appréhende la question de l'égalité.



## Action gouvernementale

Marlène SCHIAPPA était l'invitée du « Live politique » sur **LCI** dimanche soir. Elle a en particulier rappelé que le gouvernement était « *sur tous les fronts contre le harcèlement et les agressions sexuelles* ». Interrogée à propos de la libération de la parole des femmes victimes de violences sexuelles et « *risques de débordement* », Marlène SCHIAPPA a notamment déclaré : « *j'ai l'impression qu'enfin la société dans son entièreté les écoute (...) Je peux comprendre qu'il y ait des craintes, mais il vaut mieux s'interroger sur le phénomène de fond* ». La ministre a également salué la tribune de personnalités féminines dans le **JDD** (lire ci-dessous « revue de presse ») et rappelé que les crédits engagés au titre de la politique interministérielle et partenariale pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes sont en augmentation (voir veille du 3 novembre). Signalons également que la ministre était dans **La Vie** datée du 2 novembre. L'hebdomadaire chrétien consacre sa une et huit pages à la secrétaire d'État en charge des droits des femmes.



## Parlement

Le [rapport d'information sur le projet de loi de finances pour 2018](#) présenté par Fiona LAZAAR au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'**Assemblée nationale** (veille du 3 novembre) a été mis en ligne. A noter qu'une commission élargie (finances et affaires sociales) a procédé à l'audition des ministres sur les crédits 2018 de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ». [La vidéo de la séance a été mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale.](#)

Une [proposition de loi pour une meilleure protection des mineur-e-s victimes de viol et des autres agressions sexuelles](#) a été déposée par Laurence ROSSIGNOL et plusieurs de ses collègues, au Sénat le 26 octobre et mise en ligne sur le site du Sénat.

## Associations

« *Ne faisons pas retomber cet élan, emparons nous du 25 novembre, journée mondiale pour l'élimination des violences contre les femmes : soyez au rendez-vous avec nous !* », demande **FIT Une femme, un toit**. L'association lance [un appel aux dons pour financer une campagne inédite](#) contre les violences dès le 22 novembre dans les couloirs du métro parisien. Pour récolter des fonds, un vide-dressing « *chic et solidaire* » est également organisé le **dimanche 12 novembre** après-midi 11 boulevard des filles du calvaire, à Paris.



Le 3 novembre, le **Mouvement du nid** a annoncé dans un communiqué que, depuis octobre, des prostituées bénéficiaient du dispositif de parcours de sortie de la prostitution, volet social de la loi adoptée en 2016. « *C'est une étape majeure* » dans l'application de la loi, s'est félicité l'association abolitionniste. « *Enfin, l'État donne un signal fort aux personnes qui souhaitent des alternatives à la prostitution : il est à leurs côtés* », s'est réjoui la présidente de l'organisation, Christine BLEC, qui demande néanmoins plus de moyens pour assurer le dispositif.

Le 5 novembre, [la fondation Copernic](#) a diffusé des propositions, formulées avec ATTAC, pour « *une politique volontariste en faveur de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes* ». En effet selon la fondation, « *toutes les violences se renforcent, les violences économiques, les violences symboliques, les violences physiques, et c'est contre toutes, conjointement, qu'il faut lutter* ».

Une « *politique volontariste* », c'est ce que réclament également [les effronté-e-s](#) dans un communiqué du 5 novembre. Elles demandent à ce que l'on passe « *de #MeToo à #PlusJamais !* » L'association alerte en particulier sur les « *cyberharcèlements punitifs organisés* » (lire ci-dessous « revue de presse »), et appelle « *à ce qu'on n'entrave plus les initiatives féministes en ligne qui essayent justement de remédier au manque de volonté politique* ».

## Agenda

À l'occasion de « la semaine du numérique de Montpellier » 2017, le **Centre d'information sur les droits des femmes et des familles** (CIDFF), de l'Hérault, et Digital Campus Montpellier organisent les **vendredi 17 et samedi 18 novembre**, la deuxième édition des rencontres « [Femmes du numérique... Femmes d'aujourd'hui](#) » afin de promouvoir la place des femmes dans ce domaine d'avenir qu'est le numérique.

L'équipe de **PRESAGE** organise une conférence avec Myriam JOEL, docteure en sociologie, qui viendra présenter son ouvrage « [La sexualité en prison de femmes](#) », une enquête qui rapporte une parole étonnamment libre sur un sujet frappé d'illégitimité et ignoré des sciences sociales, le **mardi 21 novembre** à Sciences Po Paris, en présence de Adeline HAZAN, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Le **mardi 21 novembre** se tiendra un « Café de l'IEC » un peu spécial, puisque intitulé « Vers de nouveaux Cafés de l'IEC ? », avec Marie-Jo BONNET (Souffle d'elles), Martine CERF (Égale) et Michèle VIANÈS (Regards de femmes). L'équipe de l'**Institut Émilie du Châtelet** souhaite en effet confronter son expérience à celle d'autres cafés féministes et questionner son auditoire sur ses attentes. « *Nous aimerions renouveler nos pratiques, impliquer davantage les participantes, bref ouvrir davantage nos cafés, en continuant d'enrichir le dialogue entre recherche, militantisme et société civile* », indiquent les organisatrices.

## Revue de presse

**LES HOMMES** – « *L'affaire Harvey Weinstein a contribué à libérer la parole des femmes victimes de violences sexistes. Va-t-elle encourager les hommes à s'emparer réellement de la question de l'égalité ?* » **Le Monde** consacre deux suppléments aux retombées de l'affaire WEINSTEIN du point de vue des hommes. « *Un homme peut-il être féministe ?* », se demande le quotidien dans son supplément « Idées » du 4 novembre (annoncé à la une du quotidien par cette question : « *Les hommes sont-ils prêt à l'égalité avec les femmes ?* »). Le lendemain, « L'Époque » est titrée « *Un gars, une faille* ». Selon le journal, « *de jeunes adultes confient avoir pris conscience de l'ampleur du problème sexiste et s'interrogent sur leur propre conduite auprès des femmes* ».



**DÉBATS** – Deux nouvelles pages de débats dans **Le Monde** du 4 novembre : Georges VIGARELLO, historien, plaide pour « *une définition plus précise des délits sexuels* » ; l'auteure Catherine HERSZBERG demande à ce que l'on n'oublie pas « *la voix de toutes ces femmes que l'on entend jamais* » (ouvrières, chômeuses, exclues...) ; la chercheuse Fatima KHEMILAT rappelle qu'« *il n'y a pas d'exception musulmane en matière d'abus sexuels* ». Le journal a aussi rencontré l'anthropologue Françoise HÉRITIER, qui, sous le titre « *Il faut ne rien laisser passer* », explique que « *la domination masculine ne correspond à aucune réalité biologique et est la conséquence d'un héritage culturel qu'il faut déconstruite* ». Dans **Libération** du 4 novembre, Gloria STEINEM, journaliste étatsunienne, donne une vision optimiste de toute cette affaire : « *l'avantage d'être vieille* », explique-t-elle, « *c'est que je peux me rappeler que c'était bien pire avant pour les femmes* ». Selon elle, « *l'exigence d'égalité est désormais une attente préalable pour la nouvelle génération, et non plus une réaction aux injustices vécues comme au début du mouvement féministe* ». Dans la même édition, Marcela IACUB signe « *Le porc, la maman et la putain* ». Enfin, signalons « *Sexe = identité ?* », un entretien avec la chercheuse Marie DURU-BELLAT dans **Le Monde** du 28 octobre. La sociologue estime qu'« *à force de différencier le masculin du féminin, le risque est de renforcer les stéréotypes de genre* ».

**MENACES** – Les médias reviennent également sur les menaces contre la chroniqueuse d'**Europe 1**, la journaliste Nadia DAAM (photo), qui a dénoncé les 16 000 messages malveillants sur le « *numéro anti-relous* », un service visant à sensibiliser au harcèlement sexuel, elle-même à son tour menacée (lire « [Cyber-harcèlement : la polémique autour du site Jeuxvideo.com en cinq actes](#) » sur **France Info**). **Libération** du 4 novembre titre par exemple « *Nadia Daam, journaliste harcelée sur Internet et menacée jusque chez elle* ».



**INCLUSION** – Le débat continue également sur l'écriture inclusive.

**Le Figaro** lance deux attaques : l'académicien Marc FUMAROLI pourfend les « *Trissotin du féminisme* » dans l'édition du 4 novembre. Le 7 novembre, c'est le chroniqueur montréalais Mathieu BOCK qui passe à l'offensive : « *l'idéologisation du langage fait déjà des ravages au Québec* », prévient-il... (D'ailleurs Montréal ne vient-elle pas d'élire une mairesse ? Valérie PLANTE qui a fait campagne avec ce slogan frondeur : « *L'homme de la situation* ». **Libération** du 7 novembre). Plus calme, **Libération** du 6 novembre consacre sa une et six pages pour souligner que « *la prise en compte du féminin au même titre que le masculin dans la langue française mérite mieux qu'un jugement à l'emporte-pièce* ». Le journal ironise sur « *les plus conservateurs* », selon qui « *la France serait à feu et à sang* ». Pour « *Libé* », la grammaire égalitaire n'est pas mortelle (les lectrices de cette synthèse peuvent en témoigner - NDR) et indique qu'il convient plutôt de « *dém masculiniser* » la langue, plus que de la « *féminiser* ». Le journal donne la parole aux « *pour* » (Brigitte GRÉSY, qui pense que « *l'hostilité envers l'écriture inclusive traduit la peur d'une mise à mal de « l'ordre sexué »* ») et aux « *contre* » (l'académicien Marc LAMBRON, pour qui « *l'écriture inclusive est un forçage aberrant de la grammaire et y voit le terreau d'une « pensée dictatoriale* ». Signalons enfin que dans une tribune mise en ligne sur **Slate**, 314 membres du corps professoral de tous niveaux et tous publics, enseignant la langue française ou ayant à corriger des copies ou autres textes rédigés dans cette langue, s'engagent à ne plus enseigner la règle de grammaire résumée par la formule « [le masculin l'emporte sur le féminin](#) ».



**ÉDUCATION** – Esther, l'héroïne de Riad SATTOUF (« *Les Cahiers d'Esther* », 3 tomes aux éditions **Allary** dans lesquels l'auteur raconte la vie d'une petite parisienne de 11 ans) est à la une de **L'Obs** du 2 novembre. « *École, avenir, sexisme... à quoi pensent les petites filles ?* », titre l'hebdomadaire en couverture. Le journal a recueilli la parole de fillettes qui « *sonnent comme un engagement pour toutes les féministes à continuer à leur construire un monde où l'égalité entre les femmes et les hommes sera devenue réalité, un monde dans lequel elles pourront vivre sans craindre d'être exposées aux violences de toutes sortes* ».

**PÉTITION** – Sous le titre de « *M. Macron, êtes-vous de notre côté ?* », **le Journal du Dimanche** du 5 novembre a publié un appel au président de la République d'une centaine de personnalités pour lui demander de décréter un **plan d'urgence contre les violences sexuelles** ([également mis en ligne sous la forme d'une pétition](#)). Cet appel a été initié par Caroline DE HAAS, Giulia FOÏS, Marie CERVETTI et Clara GONZALES. « *Toutes, nous sommes témoins du silence vertigineux de notre société. Un insupportable déni collectif. Au fond notre société maltraite les femmes* », écrivent les signataires. Deux jours après son lancement, la pétition dépassait les 100 000 signataires le 7 novembre en fin d'après-midi. « *L'inaction de l'exécutif contre le harcèlement sexuel mise en cause* » commente **Le Monde** daté du 8 novembre.

**CONSOLATION** – Flavie FLAMENT a coécrit le scénario de la fiction adaptée de son récit diffusée sur **France 3** mardi soir. « *Déchirant et réussi* », selon **Le Figaro** du 7 novembre, le téléfilm « *La Consolation* », de Magaly RICHARD-SERRANO, est une adaptation de l'autobiographie de l'animatrice, dans lequel, elle accuse le photographe David HAMILTON de l'avoir violée à l'âge de 13 ans. Face à la révélation Lou GABLE (ici en photo avec Flavie FLAMENT) qui, pour son premier rôle, incarne Flavie jeune, Léa DRUCKER joue Gigi, une mère vénéneuse et indigne.



**INITIATIVE** – Sous le titre « *Violences sexuelles : un e-mail pour réunir les victimes* », **Le Figaro** du 3 novembre annonce que Sandrine ROUSSEAU, ancienne secrétaire nationale adjointe d'Europe Écologie-Les Verts et victime présumée du député écologiste Denis BAUPIN, lance l'idée d'une adresse e-mail « *pour rassembler les victimes de violences sexuelles et permettre le dépôt de plainte simultané* ». En effet, selon elle, « *les expériences des affaires Denis Baupin et Harvey Weinstein montrent que cela protège les victimes de prendre la parole ensemble* ».

**CONGÉ PATERNITÉ** – Suite à la pétition lancée par **Causette** pour un allongement du congé paternité à six semaines, indemnisé comme le congé maternité (veille du 3 novembre), **L'Obs** a mis en ligne le témoignage de Nicolas qui, par son entreprise, a eu droit à quatre mois de congé paternité. « [Bienvenue dans une utopie qu'on commence à imaginer possible](#) », annonce l'hebdomadaire. **L'Humanité** du 3 novembre signale cette pétition, et consacre une page aux « *pères (qui) veulent plus de temps pour s'occuper de leurs enfants* ».

**BOURSE** – La presse économique annonce que le gestionnaire d'actifs **Lyxor Asset Management Group** (Société générale) a lancé le « Lyxor Global Gender Equality », le premier ETF (un « Exchange Traded Fund », fonds négocié en bourse) en Europe axé sur l'égalité entre les femmes et les hommes. « *Un gadget pour investisseurs militants* », commente **Le Figaro** du 6 novembre qui indique que « *le militantisme sociétal et la Bourse ne font généralement pas bon ménage* » et conseille à ses lecteurs et lectrices de « *se tenir à l'écart de ce produit* »...

**LIBYE** – En Lybie, le viol comme « arme de guerre » a été érigé en système. Dans un documentaire qui sera diffusé en janvier prochain sur Arte, Cécile ALLEGRA révèle à quel point, depuis 2011, le viol est systématiquement utilisé comme arme de guerre en Lybie. **Le Monde** en France, et **Le Soir**, en Belgique, publient le récit, en deux volets, de son enquête (**Le Monde** datés des 3 et 4 novembre « *Viols à mains armées* » et « *Sur la piste des violeurs* »).

**RÉVOLUTION** – Sous le titre de « *Octobre 17, une révolution féministe* », **L'Humanité** du 6 novembre commémore la Révolution d'octobre et rappelle qu'en 1917, sous l'impulsion de militantes communistes comme Alexandra KOLLONTAÏ, Inessa ARMAND, ou Concordia SAMOÏLOVA, le gouvernement bolchevique promulgue en particulier une batterie de mesures pour favoriser l'émancipation des femmes. Les femmes avaient déjà le droit de vote depuis juin 1917. (*Photo ci-dessous : Alexandra KOLLONTAÏ, à Moscou, en 1922, lors du congrès de femmes communistes*).

